

« I- Les relations internationales du Canada »

Manon Tessier

Études internationales, vol. 28, n° 4, 1997, p. 845-859.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703809ar>

DOI: 10.7202/703809ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Chronique des relations internationales du Canada et du Québec

Manon TESSIER*

I – Les relations internationales du Canada

(juillet à septembre 1997)

A — Aperçu général

L'événement marquant du trimestre fut sans contredit l'adoption, à Oslo, d'un traité sur les mines antipersonnel dont la signature officielle aura lieu en décembre 1997. Le gouvernement canadien vit ainsi ses efforts et ceux de ses partenaires du processus d'Ottawa couronnés d'un impressionnant succès diplomatique qui ne satisfera totalement les tenants de l'élimination de ces armes qu'après une universalisation complète du traité. C'est d'ailleurs dans cette perspective que le gouvernement canadien lançait le processus d'Ottawa II et profitait de plusieurs rencontres bilatérales pour convaincre ses interlocuteurs de signer le nouveau traité. Sur la lancée de ce succès, le ministre des Affaires étrangères du Canada et candidat au prix Nobel de la paix pour cette initiative, disait espérer que ce ralliement rapide de la communauté internationale autour de la condamnation d'une arme se reproduira dans le cas de la lutte contre le trafic des armes légères¹, un thème dont il devrait faire son cheval de bataille dans les prochains mois.

L'actualité du trimestre fut d'autre part marquée par la tenue du sommet de l'OTAN consacré à l'élargissement au cours duquel le Canada joua de nouveau un rôle de médiateur, par une remontée de la tension dans le litige du saumon du Pacifique qui nécessita le déplacement à Washington du ministre des Affaires étrangères du Canada, et par l'évolution des situations politiques en Birmanie et au Cambodge que le Canada suivait de près.

* *Chargée de recherche à l'Institut québécois des hautes études internationales, Québec.*

1. Voir *The Globe and Mail*, 25 septembre 1997, p. A8 et 1^{er} octobre 1997, p. A25.

Revue Études internationales, volume XXVIII, n^o 4, décembre 1997

B — Les politiques de défense

1 — L'OTAN

Les dirigeants des seize pays membres de l'OTAN se sont réunis à Madrid, en Espagne, les 8 et 9 juillet, pour un sommet historique à l'issue duquel ils invitèrent trois nouveaux pays à adhérer à l'Alliance en 1999. Ce Sommet s'est ouvert dans un climat de tension causé par les divergences entre la position américaine de limiter l'élargissement de l'OTAN à trois pays (la Pologne, la Hongrie et la République tchèque) et celle de plusieurs autres pays, dont le Canada, qui supportaient ces trois candidats en plus de la Roumanie et de la Slovénie. Durant les négociations souvent tendues qui suivirent, le Canada participa à la recherche d'un consensus représentatif de la position américaine notamment au moment de la rédaction du communiqué final qui fut élaborée lors d'une réunion tenue sous la présidence du ministre canadien des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy. La formulation finale de ce texte laisse aux pays exclus de la première vague d'expansion l'espoir de recevoir une réponse favorable à leurs aspirations en 1999.

Commentant les résultats obtenus lors de ce Sommet, qui a également vu la signature de la nouvelle charte de partenariat entre l'OTAN et l'Ukraine et la première réunion du nouveau Conseil de partenariat euro-atlantique, le Premier ministre canadien a déclaré que les décisions prises lors de cette réunion avaient beaucoup fait progresser la paix et la sécurité en Europe². Par ailleurs, les dirigeants canadiens ont profité de cette réunion pour échanger des points de vue avec leurs vis-à-vis européens et américains sur deux autres dossiers d'actualité : l'élimination des mines antipersonnel et l'arrestation des criminels de guerre en ex-Yougoslavie³. Le premier ministre Chrétien a également eu un entretien qualifié d'amical avec son homologue espagnol, un autre signe qui témoigne de la normalisation des relations entre les deux pays depuis la crise du flétan en 1995⁴.

2 — Les mines antipersonnel

Le Canada et les autres tenants du processus d'Ottawa remportaient une importante victoire diplomatique, le 18 septembre, lors de l'adoption officielle, après seulement onze mois de négociations, de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Près de 100 pays participèrent à Oslo, en Norvège, au dernier droit des négociations marqué par les proposi-

2. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 4 juillet 1997 ; *The Toronto Star*, 6 juillet 1997, p. A4 et 9 juillet 1997, p. A22 ; *Le Devoir*, 9 juillet 1997, pp. A1-A8.

3. *Ottawa Sun*, 10 juillet 1997, p. 13 ; *Le Droit*, 9 juillet 1997, p. 17.

4. *The Globe and Mail*, 8 juillet 1997, pp. A1-A9.

tions américaines d'amender la portée du traité par diverses exceptions⁵. Des discussions de haut niveau, dont plusieurs appels téléphoniques entre dirigeants canadiens et américains, n'ont pas permis de concilier les objectifs américains de sécurité et les objectifs humanitaires de la Conférence⁶. Les États-Unis ont finalement choisi de ne pas signer le traité, décision regrettée par le Canada qui, cependant, ne désespère pas de voir apposer la signature de Washington au bas du traité dans quatre ou cinq ans. En attendant la signature officielle de la Convention prévue au début de décembre à Ottawa, le Canada entreprendra avec ses partenaires le processus d'Ottawa II, un plan d'action mondial pour universaliser le traité et accélérer les efforts de déminage humanitaire. Le gouvernement canadien entreprenait immédiatement la destruction de ses derniers stocks de mines antipersonnel⁷.

3- Autres questions

Les décisions du gouvernement canadien concernant l'acquisition d'hélicoptères de recherche et de sauvetage⁸ ou l'achat de sous-marins de la classe Upholder⁹ n'étaient toujours pas connues ce trimestre. L'étude de ces dossiers suit son cours et des annonces sont prévues à l'automne. D'autre part, le gouvernement canadien a annoncé, le 17 septembre, la nomination du général Maurice Baril comme chef d'état-major des Forces armées canadiennes¹⁰. Cette nomination unanimement saluée met fin à un an d'intérim assuré par l'amiral Larry Murray qui remplissait cette fonction depuis la démission du général Jean Boyle.

Notons enfin qu'une équipe d'experts militaires russes effectuait du 4 au 9 août un premier survol d'essai de l'Amérique du Nord dans le cadre du Traité « Ciel ouvert ». Le Canada, codépositaire de ce traité avec la Hongrie, a dit voir en cet événement le signe « de la dimension nouvelle et encourageante de la coopération permanente entre le Canada et la Russie dans l'instauration de la sécurité euro-atlantique¹¹ ».

-
5. MAECI, *Déclaration no 97/32*, 10 septembre 1997, *Communiqué no 149*, 18 septembre 1997 et *Communiqué no 155*, 26 septembre 1997; *The Globe and Mail*, 3 septembre 1997, p. A7, 15 septembre 1997, p. A11, 16 septembre 1997, p. A12 et 18 septembre 1997, pp. A1-A10.
 6. *The Globe and Mail*, 12 septembre 1997, pp. A1-A3 et 17 septembre 1997, pp. A1-A8; *Le Devoir*, 13-14 septembre 1997, p. A7, 17 septembre 1997, p. A5 et 18 septembre 1997, p. A4.
 7. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 145*, 10 septembre 1997; *The Globe and Mail*, 11 septembre 1997, p. A5.
 8. *Le Devoir*, 17 septembre 1997, p. B1; *The Globe and Mail*, 12 septembre 1997, pp. A1-A5.
 9. *Le Devoir*, 28 août 1997, p. A4; *The Ottawa Citizen*, 9 juillet 1997, p. A4.
 10. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 17 septembre 1997; *Le Devoir*, 18 septembre 1997, pp. A1-A8; *The Globe and Mail*, 18 septembre 1997, p. A7.
 11. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 129*, 6 août 1997.

C — Les politiques économiques et commerciales

En raison d'un léger retard dans le processus de ratification au niveau du Sénat chilien, l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili entrerait en vigueur le 5 juillet soit cinq jours plus tard que la date prévue¹². Les accords additionnels sur l'environnement et le travail entreraient en vigueur au même moment. Le gouvernement canadien, qui croit toujours fermement à la nécessité d'établir une zone de libre-échange à l'échelle continentale, annonçait en septembre, lors de la Conférence parlementaire des Amériques, qu'il entamera lors du deuxième sommet sur les Amériques, en avril 1998, des négociations officielles à ce sujet. Le premier ministre Chrétien annonça de plus qu'il dirigera en janvier 1998 une autre mission d'Équipe Canada le conduisant cette fois au Mexique, au Brésil et au Chili¹³.

Par ailleurs, on apprenait, à l'occasion du débat sur le discours du trône, le 25 septembre dernier, que le gouvernement canadien poursuivra ses efforts pour élargir les assises de ses échanges commerciaux internationaux¹⁴. Cette expansion passera notamment par un renforcement du rôle des petites et moyennes entreprises canadiennes dans le commerce mondial dont seulement 10% ont des activités d'exportation. Le gouvernement appuiera tout particulièrement les femmes entrepreneures et, dans la poursuite de cet objectif, pilotera en novembre 1997 à Washington la première mission canadienne internationale de femmes d'affaires canadiennes.

D — Les politiques d'immigration

Mme Lucienne Robillard, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, annonçait en août la mise en place d'un programme-pilote qui élimine la nécessité de posséder un visa de visiteur pour les ressortissants de l'Indonésie, des Philippines, de Taiwan et de la Thaïlande transitant par l'aéroport international de Vancouver à destination ou en provenance des États-Unis¹⁵. D'autre part, le gouvernement canadien ne prévoyait pas, à court terme, réimposer un visa de visiteur pour les ressortissants de la République tchèque. Cette possibilité avait été soulevée durant le mois d'août alors qu'on anticipait une vague d'immigration de la part de la minorité tzigane de ce pays¹⁶. Signalons enfin que la ministre Robillard s'est rendue en Nouvelle-Zélande et en Australie du 24 août au 3 septembre afin de se familiariser avec les modèles législatifs de ces deux pays disposant de politiques proactives en matière d'immigration¹⁷.

12. MAECI, *Communiqué no 113*, 4 juillet 1997; *Le Devoir*, 2 juillet 1997, p. B2.

13. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 20 septembre 1997; *Le Devoir*, 22 septembre 1997, p. A3.

14. MAECI, *Déclaration no 97/35*, 25 septembre 1997.

15. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 97-29*, 21 août 1997.

16. *The Globe and Mail*, 13 août 1997, pp. A1-A2 et 22 août 1997, pp. A1-A5.

17. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 97-30*, 22 août 1997.

E — L'aide humanitaire et d'urgence

Le Canada venait en aide, ce trimestre, aux victimes de la famine en Corée du Nord et à ceux des inondations en Europe centrale. Il a octroyé en juillet 200 000 \$ pour combler les besoins en eau potable et en logement des sinistrés en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie et en Hongrie. Cette contribution s'ajoute aux 40 000 \$ versés quelques jours auparavant et qui avaient été partagés entre la Pologne et la République tchèque, les deux pays les plus touchés¹⁸. En août, une aide alimentaire de 4,5 millions de dollars a été accordée pour soulager la famine en Corée du Nord. Ce montant couvrira les coûts de l'envoi de poisson en conserve et l'acheminement de céréales canadiennes¹⁹.

F — Organisations et réunions internationales

I — L'ONU

Le Canada a salué avec enthousiasme et appuyé dans son intégralité le deuxième volet de réforme déposé en juillet par le Secrétaire général des Nations Unies²⁰. Ce programme de réforme générale de l'ONU contient une soixantaine de recommandations dont plusieurs étaient réclamées par Ottawa depuis longtemps, particulièrement dans le domaine du maintien de la paix ou dans celui de la création d'une Cour internationale de justice pénale. Quant à la réforme du Conseil de sécurité, non terminée, le Canada se déclara favorable à un élargissement basé sur le critère de « la volonté de servir les idéaux de l'ONU et de respecter ses engagements ainsi que de s'acquitter de façon continue des responsabilités qui en découlent²¹ ». Cette dernière question sera d'ailleurs suivie de près par les autorités canadiennes qui font campagne pour l'obtention d'un siège non permanent en 1999-2000²².

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, se rendait à New York, du 24 au 26 septembre et du 1^{er} au 3 octobre, pour les débuts des travaux de la 52^e session de l'Assemblée générale. Il prononçait, le 25 septembre, une allocution essentiellement consacrée aux thèmes de l'édification de la paix, de la sécurité humaine et de la lutte contre les causes fondamentales des conflits. Il annonça alors le versement de 500 000 \$ au nouveau fonds d'affectation spéciale pour l'action préventive des Nations Unies²³. Outre ce discours et les habituelles réunions bilatérales ou sessions de travail qui ponctuent de tels séjours²⁴, le passage à New York de M. Axworthy fut marqué

18. ACDI, *Communiqué no 97-69*, 22 juillet 1997 et *Communiqué no 97-67*, 17 juillet 1997.

19. ACDI, *Communiqué no 97-71*, 10 août 1997.

20. MAECI, *Communiqué no 118*, 16 juillet 1997.

21. MAECI, *Déclaration no 97/36*, 25 septembre 1997.

22. Voir *The Globe and Mail*, 19 juillet 1997, p. A8 et 24 septembre 1997, p. A7.

23. MAECI, *Déclaration no 97/36*, 25 septembre 1997; ACDI, *Communiqué no 97-79*, 26 septembre 1997.

24. MAECI, *Communiqué no 152*, 23 septembre 1997.

cette année par la cérémonie d'acceptation officielle du traité sur les mines antipersonnel²⁵. Le ministre norvégien des Affaires étrangères a alors remis le traité à M. Axworthy en présence du Secrétaire général de l'ONU, du président du Comité international de la Croix-Rouge et du directeur de la Campagne internationale contre les mines. La Norvège a de plus profité de l'occasion pour annoncer une première contribution pour les efforts de déminage prévus dans le traité, un geste qui, selon le Canada, devrait avoir un effet d'entraînement positif²⁶.

2 – Le Commonwealth

Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth se réunissait à Londres en juillet puis en septembre. Le ministre canadien des Affaires étrangères, accompagné du secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. David Kilgour, participait à ces deux réunions, lesquelles portèrent principalement sur l'étude des cas nigérian et sierra leonais²⁷. Le Groupe d'action demeurait encore divisé sur la question de l'imposition de nouvelles sanctions au Nigeria alors que quatre pays sur huit, dont le Canada et la Grande-Bretagne, s'étaient prononcés en faveur d'un renforcement des sanctions. Quant à l'option de l'expulsion du Nigeria du Commonwealth, elle n'est pas envisagée à court terme. Dans le cas du Sierra Leone, les ministres se sont dits d'accord avec le fait de suspendre la participation de la junte militaire aux activités du Commonwealth. Ces recommandations seront soumises pour approbation finale aux chefs de gouvernement qui se réuniront en octobre prochain. Le Secrétaire général du Commonwealth, le chef Emeka Anyaoku, effectuait d'ailleurs une visite au Canada, du 3 au 5 septembre, pour compléter les derniers préparatifs entourant ce sommet²⁸.

3 – La Francophonie

La ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, Mme Diane Marleau, rencontrait du 21 au 27 août les chefs d'État ou les membres de gouvernement de cinq pays pour discuter des principaux dossiers liés à la Francophonie²⁹. Elle se rendait en France, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et au Bénin, où elle fit notamment valoir la candidature de la ville de Moncton, au Nouveau-Brunswick, comme hôte du Sommet francophone de 1999 et celle de la région d'Ottawa-Hull pour les Jeux de la Francophonie de 2001. Elle dirigeait par la suite la délégation canadienne à la réunion des ministres francophones de la Jeunesse et des Sports qui se tenait à Madagascar. Lors de cette réunion, le Canada fut officiellement choisi pour

25. MAECI, *Communiqué no 155*, 26 septembre 1997.

26. *The Globe and Mail*, 27 septembre 1997, p. A11.

27. MAECI, *Communiqué no 112*, 4 juillet 1997 et *Communiqué no 140*, 4 septembre 1997 ; Agence France Presse, 11 juillet 1997 et 12 septembre 1997 ; *Press Association Newsfile*, 12 septembre 1997.

28. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 2 septembre 1997.

29. ACDI, *Communiqué no 97-72*, 19 août 1997.

accueillir les prochains Jeux francophones. Mme Marleau termina son séjour dans ce pays en assistant aux cérémonies d'ouverture des troisièmes Jeux de la Francophonie. Quelque 1700 athlètes et artistes canadiens ont participé à cet événement et récolté 37 médailles, un nombre auquel il faut ajouter les douze médailles de la délégation Canada-Québec et les cinq de la délégation Canada-Nouveau-Brunswick³⁰. La passation du drapeau officiel des Jeux s'est effectuée lors des cérémonies de clôture et c'est le ministre d'État, Don Boudria, qui l'accepta au nom de Mme Marleau.

4- L'OPANO

La réunion annuelle de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du nord-ouest (OPANO) avait lieu à St-Jean, Terre-Neuve, du 15 au 19 septembre. A l'issue de cette rencontre, le Canada s'est dit satisfait de la plupart des décisions adoptées concernant les quotas de poissons des stocks chevauchants et a salué le renouvellement, pour une autre année, de la présence à bord des bateaux d'observateurs internationaux. D'ici la prochaine réunion, le Canada poursuivra ses efforts diplomatiques pour faire adopter un programme permanent de l'OPANO sur la surveillance en haute mer³¹.

G — Les relations canado-américaines

1 — Le litige sur le saumon

Le litige sur le saumon du Pacifique opposant Ottawa et Washington occupait une bonne partie de l'actualité en juillet alors qu'un traversier américain était retenu à quai, pendant trois jours, par des pêcheurs canadiens en colère. L'incident souleva l'ire du Congrès américain et de la Maison-Blanche³² d'autant plus que d'autres mesures de représailles — notamment l'annulation du bail de l'armée américaine pour l'utilisation du champ de tir sous-marin de la base canadienne de Nanoose Bay — continuaient d'être évoquées par les autorités provinciales de la Colombie-Britannique. Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, et le ministre des Pêches, M. David Anderson, se rendirent à Washington, le 23 juillet, pour tenter de résoudre la crise et faire en sorte que les négociations bilatérales reprennent³³. La demande canadienne pour un arbitrage obligatoire fut de nouveau repoussée, mais les deux parties convenaient de désigner deux représentants spéciaux relevant directement du premier ministre Chrétien et du président Clinton et

30. *Lettre de la Francophonie*, no 104, septembre 1997, p. 5; Ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, *Communiqué*, 9 septembre 1997.

31. Pêches et Océans Canada, *Communiqué*, 19 septembre 1997; *The Globe and Mail*, 15 septembre 1997, p. A5.

32. Voir *The Globe and Mail*, 17 septembre 1997, pp. A1-A6.

33. Voir *The Globe and Mail*, 19 juillet 1997, p. A5, 22 juillet 1997, p. A3, 23 juillet 1997, pp. A1-A3 et 24 juillet 1997, pp. A1-A7; *Le Devoir*, 23 juillet 1997, p. A4.

chargés de parvenir à une solution « réellement efficace » en vue de la saison de pêche 1998. Les deux émissaires, le Canadien David Strangway et l'Américain William Ruckelshaus, doivent présenter un premier rapport avant la fin de 1997³⁴.

2 – Autres questions commerciales

Que ce soit lors de la première visite à Washington du ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi, en juillet, ou lors de la mission commerciale au Canada du Secrétaire américain au Commerce, M. William Daley, en août, représentants américains et canadiens ont discuté encore ce trimestre de libéralisation des échanges dans les Amériques et d'autres préoccupations commerciales bilatérales³⁵. Parmi les dossiers économiques qui marquèrent le trimestre, notons le nouveau revers subi par le Canada devant l'OMC au sujet de la vente de magazines américains au Canada. Le comité d'appel de l'OMC a confirmé en juillet que les mesures adoptées par Ottawa pour protéger l'industrie canadienne des magazines enfreignaient les règles du commerce international tant au niveau de la taxe d'accises que des tarifs postaux préférentiels. Dans les semaines qui suivirent ce jugement, le gouvernement canadien consultait les représentants de l'industrie pour trouver les moyens d'apporter des modifications à leurs pratiques commerciales³⁶.

Dans un autre litige commercial, celui de l'accès au marché américain du sucre et des produits du sucre, les États-Unis et le Canada concluaient en août un accord de principe. Cet accord garantit au Canada l'accès au marché américain de 10 300 tonnes de sucre raffiné et de 59 250 tonnes de produits contenant du sucre, en contrepartie de quoi le Canada ne portera pas cette cause devant un groupe spécial de l'ALENA³⁷.

Enfin, l'adoption d'une nouvelle législation américaine exigeant l'obtention d'un visa pour tous les visiteurs étrangers se rendant aux États-Unis soulevait l'inquiétude des autorités politiques canadiennes. L'ambassadeur canadien à Washington, M. Raymond Chrétien, et le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, suivaient de près l'évolution du dossier actuellement débattu au Congrès américain afin de s'assurer qu'une exemption soit adoptée pour les citoyens et les gens d'affaires canadiens³⁸.

34. MAECI, *Communiqué no 122*, 25 juillet 1997 et *Déclaration no 97/27*, 27 juillet 1997; Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 25 juillet 1997; *Le Devoir*, 24 juillet 1997, p. A4.

35. MAECI, *Communiqué no 114*, 7 juillet 1997 et *Communiqué no 128*, 1^{er} août 1997; *The Globe and Mail*, 5 août 1997, p. B4 et 10 juillet 1997, p. B7; *Le Devoir*, 5 août 1997, p. B2.

36. *Le Devoir*, 2 juillet 1997, p. B4; *The Globe and Mail*, 1^{er} juillet 1997, pp. A1-A3, 4 juillet 1997, p. B6 et 30 août 1997, p. B5.

37. MAECI, *Communiqué no 136*, 29 août 1997; *The Globe and Mail*, 29 août 1997, p. B2.

38. *Le Devoir*, 17 septembre 1997, p. A8; *The Globe and Mail*, 16 septembre 1997, pp. A1-A10 et 20 septembre 1997, p. A11.

H — Le Canada et l'espace européen

1 — La Bosnie

Le ministre de la Défense nationale, M. Art Eggleton, visitait du 4 au 8 septembre le personnel des Forces canadiennes participant aux missions de maintien de la paix en Europe. Outre une brève escale en Italie³⁹, M. Eggleton se rendit également en Bosnie-Herzégovine où il annonça le décaissement de 400 000 \$ pour financer de petits projets de reconstruction supervisés par les Forces armées canadiennes⁴⁰. Cette aide s'ajoute aux 30,25 millions de dollars d'aide à la reconstruction annoncée en juillet par le Canada à l'occasion de la Conférence des pays donateurs à la Bosnie qui avait lieu à Bruxelles⁴¹.

Par ailleurs, six CF-18 canadiens survolaient la Bosnie en août dans le cadre des opérations de la mission de la Force de Stabilisation de l'OTAN. Il s'agissait de la première mission opérationnelle de ce type depuis la guerre du Golfe. Ces vols se sont déroulés de façon intensive pendant deux semaines afin de surveiller les secteurs qui auraient pu susciter des préoccupations durant les élections municipales bosniaques⁴². Ces premières élections se sont par ailleurs déroulées sans incident majeur, les 13 et 14 septembre, et de nombreux Canadiens ont contribué à la bonne tenue de ce scrutin⁴³.

2- La Russie

Le ministre des Affaires étrangères de la Russie, M. Evgueni Primakov, effectuait sa première visite officielle au Canada, les 29 et 30 septembre. Un vaste éventail de questions fut discuté entre M. Primakov et ses hôtes canadiens incluant les dossiers bilatéraux de coopération dans l'Arctique et les dossiers internationaux reliés au partenariat Russie-OTAN, à la paix en Bosnie et à l'interdiction des mines antipersonnel. Sur ce dernier point, le ministre russe a confirmé à son homologue canadien que son pays renouvellera jusqu'en 2002 son moratoire sur les exportations de mines AP. Les deux hommes ont de plus discuté de la sévérité d'une nouvelle loi russe restreignant les libertés religieuses et de la visite prochaine de M. Chrétien en Russie⁴⁴.

3- L'Union européenne

Le Canada se réjouissait, ce trimestre, des décisions prises dans le cas de deux irritants commerciaux l'opposant à l'UE. En juillet, il accueillait avec

39. Ministre de la Défense nationale, *Communiqué*, 2 septembre 1997.

40. ACDI, *Communiqué no 97-77*, 10 septembre 1997.

41. MAECI, *Communiqué no 120*, 23 juillet 1997.

42. Défense nationale, *Communiqué*, 22 août 1997 et *Communiqué*, 26 septembre 1997.

43. MAECI, *Communiqué no 148*, 17 septembre 1997.

44. MAECI, *Communiqué no 153*, 26 septembre 1997; *The Globe and Mail*, 1^{er} octobre 1997, p. A4; *Agence France Presse*, 30 septembre 1997.

satisfaction la décision du Conseil des affaires générales de l'Union européenne d'approuver l'Accord sur les normes internationales de piégeage sans cruauté et qualifiait ce geste « d'excellente solution » apportée à un différend de longue date⁴⁵. En août, le gouvernement se félicitait des conclusions du rapport final de l'OMC concernant l'interdiction des importations de viande de bœuf canadienne par l'Union européenne. Ce rapport qui appuie la position canadienne selon laquelle l'interdiction imposée par l'UE n'est pas compatible avec ses obligations envers l'OMC pave la voie à la réouverture de l'accès du marché européen à ce produit⁴⁶. Notons de plus la tenue, le 7 juillet, en marge du Sommet de l'OTAN, d'une conférence des ministres du Canada et de l'UE au cours de laquelle le ministre Axworthy a pu rencontrer le nouveau président du Conseil des ministres de l'UE, M. Jacques Poos⁴⁷.

I — Le Canada et l'Amérique latine

1 – Le Brésil

Au cours du séjour qu'il effectuait au Brésil du 8 au 11 septembre, M. Sergio Marchi, ministre du Commerce international, consacrait ses efforts à souligner la détermination continue du Canada envers le libre-échange à l'échelle des Amériques. Il rencontra les membres de la Chambre de Commerce Canada-Brézil à Belo Horizonte dans le cadre du festival *Canada nas Gerais*, une série de manifestations commerciales et culturelles destinées à promouvoir l'expertise des gens d'affaires canadiens, et assista à la signature d'accords d'une valeur de 150 millions de dollars⁴⁸. À Sao Paulo, le ministre participa à un forum des dirigeants politiques régionaux réunis autour du thème de l'intégration économique de l'hémisphère. Parmi les questions que M. Marchi aborda durant ce forum, on peut citer les progrès enregistrés pour établir une zone de libre-échange des Amériques et pour resserrer les liens entre le Canada le MERCOSUR⁴⁹.

2 – Haïti

La décision de l'ONU de créer la Mission de transition des Nations Unies en Haïti (MTNUH) qui succède, avec des effectifs réduits, à la force de maintien de la paix déjà présente dans ce pays, était saluée par le gouvernement canadien. Cette nouvelle mission qui se terminera le 30 novembre 1997 est composée de 250 policiers civils dont 60 Canadiens et d'un contingent d'un millier de soldats dont 650 Canadiens⁵⁰. La Mission de transition marquera la

45. MAECI, *Communiqué no 119*, 22 juillet 1997.

46. MAECI, *Communiqué no 133*, 25 août 1997.

47. MAECI, *Communiqué no 112*, 4 juillet 1997.

48. MAECI, *Communiqué no 138*, 3 septembre 1997, *Communiqué no 144*, 10 septembre 1997 et *Déclaration no 97/31*, 9 septembre 1997.

49. MAECI, *Communiqué no 141*, 4 septembre 1997 et *Déclaration no 97/33*, 10 septembre 1997.

50. MAECI, *Communiqué no 126*, 30 juillet 1997; *Le Devoir*, 28 juillet 1997, pp. A1-A8.

fin de la présence onusienne puisque le Président haïtien a déjà indiqué qu'il ne demandera pas à l'ONU un autre renouvellement. Le Canada étudiait toutefois la possibilité de poursuivre ses activités de formation policière et de protection de la démocratie en Haïti dans un cadre régional⁵¹.

Par ailleurs, le ministre de la Défense nationale, M. Art Eggleton, se rendait en Haïti à la mi-septembre. Il rencontra le président René Préval, le nouveau commandant de la MTNUH, le brigadier-général Robin Gagnon, et le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, M. Enrique Ter Horst. Il s'entretint également avec les militaires canadiens qui ont effectué la difficile tâche de récupérer les corps des passagers noyés lors du naufrage d'un traversier haïtien, le 9 septembre dernier⁵².

J — Le Canada et le Moyen-Orient

1 — Israël

Les 2 et 3 septembre, le ministre israélien des Affaires étrangères, M. David Levy, effectuait au Canada une visite de travail au cours de laquelle il rencontra son homologue, M. Lloyd Axworthy, et le premier ministre Chrétien⁵³. MM. Axworthy et Levy ont passé en revue l'état des relations bilatérales canado-israéliennes puis ont discuté des efforts de lutte au terrorisme dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient. Le ministre canadien s'est dit inquiet de la gravité de la situation économique en Cisjordanie et à Gaza mais satisfait des récentes dispositions adoptées par Israël pour atténuer l'impact des mesures économiques imposées aux Palestiniens. D'autre part, les attentats terroristes commis en Israël ce trimestre ont continué d'être condamnés avec vigueur par le gouvernement canadien⁵⁴.

K — Le Canada et l'Afrique

1 — Le séjour africain de la ministre de la Coopération internationale

Pour la deuxième portion de son séjour en Afrique (voir section Francophonie), la ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, Mme Diane Marleau, effectuait une tournée de cinq pays. Du 28 au 31 août, la ministre se rendait en Tanzanie où elle annonça notamment l'appui du Canada à des projets favorisant la formation professionnelle des femmes et la promotion des droits des enfants⁵⁵. Par la suite, du

51. *The Globe and Mail*, 21 août 1997, p. A7 et 25 septembre 1997, pp. A1-A9.

52. Défense nationale, *Communiqué*, 16 septembre 1997; Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 9 septembre 1997.

53. MAECI, *Déclaration no 97/30*, 3 septembre 1997; Israel Ministry of Foreign Affairs, *Communiqué*, 1^{er} septembre 1997; *Agence France Presse*, 3 septembre 1997.

54. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 30 juillet 1997 et 4 septembre 1997.

55. ACDI, *Communiqué no 97-74*, 28 août 1997.

31 août au 9 septembre, elle visitait le Zimbabwe, la Tunisie et le Ghana. Durant cette portion de son séjour, elle présida, au nom du ministre des Affaires étrangères une réunion de la commission bilatérale canado-tunisienne⁵⁶ et annonça que l'ACDI appuiera au Ghana de nouvelles initiatives pour réduire la pauvreté en milieu urbain et accroître l'accès des fillettes ghanéennes à l'éducation⁵⁷. Mme Marleau terminait sa tournée en Gambie où elle participa aux cérémonies marquant le 20^e anniversaire du Club du Sahel, un organisme préoccupé par la lutte contre la sécheresse en Afrique de l'Ouest.

2- Le séjour du secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique)

Du 13 au 19 septembre, le nouveau secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. David Kilgour, se rendait en Ouganda, au Rwanda et au Kenya⁵⁸. En Ouganda, M. Kilgour fit le point avec le président Yoweri Kaguta Museveni sur les récentes initiatives de paix dans la région et effectua le suivi des projets économiques discutés lors de la visite au Canada du président Museveni en juin dernier. Quant au séjour de M. Kilgour au Rwanda, il fut essentiellement consacré à la situation dans la région des Grands Lacs africains et à la coopération humanitaire tandis que l'escale au Kenya fut l'occasion d'échanger sur les réformes politiques et la tenue prochaine d'élections dans ce pays.

L — Le Canada et l'Asie

1- Le séjour en Asie du ministre Axworthy

Du 27 au 29 juillet, le ministre Axworthy participait à Kuala Lumpur, en Malaysia, au 4^e forum régional et à la conférence post-ministérielle de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique)⁵⁹. L'ASEAN qui fête son trentième anniversaire accueillit à cette occasion deux nouveaux membres, la Birmanie et le Laos, tandis que la suspension de la candidature du Cambodge était toujours maintenue en raison des troubles politiques qui sévissaient alors dans ce pays. La situation au Cambodge et en Birmanie ainsi que la question de l'élimination des mines antipersonnel furent au cœur des entretiens de M. Axworthy avec les membres de l'ASEAN et les autres partenaires du dialogue.

M. Axworthy se rendait par la suite à Djakarta, en Indonésie, où il rencontra le président Suharto, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Coordination des affaires politiques et de sécurité⁶⁰. Une portion importante de cette visite d'une journée fut aussi consacrée à des rencontres

56. ACIDI, *Communiqué no 97-73*, 27 août 1997.

57. ACIDI, *Communiqué no 97-75*, 9 septembre 1997.

58. MAECI, *Communiqué no 146*, 11 septembre 1997.

59. MAECI, *Communiqué no 121*, 24 juillet 1997; *Le Devoir*, 24 juillet 1997, p. A5; *The Globe and Mail*, 24 juillet 1997, p. A7.

60. MAECI, *Communiqué no 124*, 29 juillet 1997 et *Communiqué no 127*, 30 juillet 1997; *The Globe and Mail*, 31 juillet 1997, p. A7.

avec des organismes locaux voués à la promotion des droits de la personne. Lors de ces tête-à-tête, le ministre canadien a soulevé la question du Timor oriental et a annoncé à cet effet que l'ACDI versera 30 000 \$ en faveur du dialogue de toutes les parties concernées pour la résolution de ce différend. Le Canada et l'Indonésie ont par ailleurs convenu d'établir au niveau ministériel un forum consultatif bilatéral dont le mandat sera d'accroître la coopération entre les deux pays dans les dossiers internationaux et nationaux, y compris celui des droits de la personne.

2 – Le séjour en Asie du secrétaire d'État, Raymond Chan

Du 31 août au 6 septembre, le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan, dirigeait à Singapour et en Malaysia une mission commerciale composée d'une vingtaine de sociétés canadiennes⁶¹. Plusieurs rencontres, soit avec les autorités politiques, soit avec la communauté des gens d'affaires locaux, étaient planifiées pour promouvoir la participation des entreprises canadiennes dans ces pays. Des discussions économiques plus larges sur l'uniformisation des systèmes douaniers et les conséquences de la crise monétaire qui frappent certains pays de l'Asie du Sud-est ont également été tenues. Enfin, M. Chan a présidé la cérémonie d'ouverture du nouveau consulat honoraire du Canada dans l'État du Sarawak, en Malaysia, et celle d'un autre centre d'information sur l'éducation au Canada.

3 – La Birmanie

Ce trimestre, le Canada tenta de nouveau d'établir un dialogue sur les droits de la personne avec le régime militaire birman⁶². Le 29 juillet à Kuala Lumpur, le ministre des Affaires étrangères remit à son homologue birman, M. Ohm Gyaw, une liste de huit propositions destinées à améliorer la situation des droits de la personne en Birmanie. Parmi ces mesures que le Canada souhaitait voir réaliser rapidement, citons l'instauration d'un dialogue sérieux avec Aung San Suu Kyi et le retour en Birmanie du comité international de la Croix-Rouge. Ce geste n'ayant suscité aucune réaction, Ottawa décidait en août de rejoindre les États-Unis et l'Union européenne en imposant des mesures économiques sélectives contre ce pays. Par exemple, le Canada retirera à la Birmanie l'admissibilité au Tarif de préférence général de sorte qu'une licence sera dorénavant nécessaire pour toutes les exportations du Canada vers ce pays. Le gouvernement a par ailleurs annoncé que l'ACDI fournira une aide humanitaire de 350 000 \$ aux Birmans réfugiés en Thaïlande et qu'il réexaminera sa contribution au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues afin de mieux lutter contre le trafic des drogues illégales dans la région.

61. MAECI, *Communiqué no 135*, 28 août 1997; *The Globe and Mail*, 19 août 1997, p. B9 et 2 septembre 1997, p. B4.

62. MAECI, *Communiqué no 130*, 7 août 1997; *The Globe and Mail*, 30 juillet 1997, pp. A1-A10 et 8 août 1997, p. A3; *Le Devoir*, 8 août 1997, p. A2.

4 – Le Cambodge

Très inquiet par la dégradation de la situation politique au Cambodge, le gouvernement canadien demandait en juillet aux forces loyales au copremier ministre, M. Norodom Ranariddh, et à celles loyales au copremier ministre, M. Hun Sen, de renouer le dialogue politique et de mettre fin à la violence⁶³. Durant ces affrontements, les Canadiens désirant quitter le Cambodge ont reçu l'aide de l'ambassade australienne à Phnom Penh, un geste remercié par le gouvernement canadien.

5 – La Thaïlande

Le ministre thaïlandais des Affaires étrangères, M. Parcuab Chaiyasan, arrivait au Canada le 17 septembre pour une semaine d'activités de promotion commerciale et d'événements culturels soulignant l'Année canadienne de l'Asie-Pacifique⁶⁴. M. Chaiyasan rencontra le 22 septembre son homologue canadien avec qui il aborda différentes questions telles que la restructuration économique dans son pays, la résolution de la crise cambodgienne et l'éradication des mines antipersonnel.

M — Chronologie thématique*

La rétrocession de Hong Kong à la Chine

30 juin et 1er juillet :

M. Lloyd Axworthy, le ministre des Affaires étrangères représente le Canada à la cérémonie de rétrocession de Hong Kong. (MAECI, *Communiqué* n° 109, 27 juin 1997 ; *The Globe and Mail*, 27 juin 1997, pp. A1-A10.

Les pourparlers sur Chypre à l'ONU

9 juillet :

Le représentant spécial du Canada pour Chypre, M. Michael Bell, assiste à Troutbeck, dans l'État de New York, au début des pourparlers entre les dirigeants politiques des communautés chypriotes grecque et turque en compagnie de ses homologues de 13 autres pays et de la Commission européenne. (MAECI, *Communiqué* n° 115, 9 juillet 1997).

Le 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan

14 août :

Le Cabinet du Premier ministre émet un communiqué qualifiant de prometteurs les signes de rapprochement entre l'Inde et le Pakistan et

63. MAECI, *Communiqué* no 116, 10 juillet 1997 ; *Le Devoir*, 11 juillet 1997, p. A5.

64. MAECI, *Communiqué* no 150, 22 septembre 1997.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

engageant les dirigeants des deux pays à « entretenir la dynamique en faveur de l'édification d'une paix qui durera jusqu'au centenaire de l'indépendance et longtemps après ». (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 14 août 1997)

Le Forum Canada-Japon

17 au 19 août :

Mécanisme de dialogue non gouvernemental qui a pour but de multiplier les liens entre le Japon et le Canada, le Forum Canada-Japon tient sa première réunion à Victoria, en Colombie-Britannique. (MAECI, *Communiqué* n° 132, 15 août 1997).

Nominations diplomatiques

Le Canada procède le 11 juillet à 28 nominations diplomatiques et à 5 autres le 26 septembre. (MAECI, *Communiqué* n° 117, 11 juillet 1997 et *Communiqué* n° 154, 26 septembre 1997 ; *The Globe and Mail*, 12 juillet 1997, p. A7)

II – Les relations internationales du Québec

(juillet à septembre 1997)

A — Aperçu général

Comparativement aux derniers mois pendant lesquels le carnet de voyage du Premier ministre québécois avait été peu chargé, ce trimestre a représenté pour M. Bouchard une période davantage consacrée à la préparation de séjours à l'étranger. Après s'être rendu aux États-Unis en juillet dernier pour une réunion des gouverneurs des Grands Lacs, puis en première visite officielle en France en septembre, le Premier ministre séjournera en Asie en novembre prochain. Le voyage en France a constitué l'événement majeur du trimestre tant par l'importance des dossiers traités que par l'intérêt suscité dans les médias et chez les politiciens des deux côtés de l'Atlantique.

Ce trimestre a également été marqué par un remaniement ministériel auquel a procédé, le 25 août, le Premier ministre. Ce remaniement a touché huit ministères mais laissé en place les principaux responsables des dossiers internationaux, à l'exception de M. Roger Bertrand, qui remplaça Mme Rita Dionne-Marsolais comme ministre délégué à l'Industrie et au Commerce¹.

1. *Le Devoir*, 26 août 1997, pp. A1-A8.